

MONTRÉAL, LE 14 DÉCEMBRE 2017

## **BILAN DE VÉRIFICATION**

### **Travaux de construction aux abords des mosquées situées sur la rue De Courtrai, dans l'arrondissement Côte-des-Neiges, à Montréal**

#### **Sommaire des rencontres effectuées par la CCQ**

- Les représentants de la CCQ se sont rendus au chantier et ont réalisé plus de dix rencontres, les 13 et 14 décembre 2017. Il s'agissait de représentants ou d'employés des organisations suivantes, tous témoins de la situation à divers degrés :
  - Commission des services électriques de Montréal
  - G-Tek
  - Transit
  - MAP Signalisation
  - Mosquée AHL-ILL-BAIT
  - Mosquée BAITUL MUKARRAM
- Des rencontres ont aussi eu lieu avec les travailleuses visées par la situation portée à l'attention des médias.

#### **Sommaire des faits**

- Les travaux en question sont des travaux de génie civil et le donneur d'ouvrage est la Commission des services électriques de Montréal. L'entrepreneur général est G-Tek et deux sous-traitants sont en cause : Transit (ingénierie) et MAP Signalisation (gestion de la circulation aux abords du chantier).
- L'analyse des documents liés au dossier, incluant les contrats, de même que les témoignages démontrent qu'il n'y a pas de clause qui concerne la présence de femmes au chantier. On y trouve par contre une clause de nature usuelle afin de limiter le bruit, le vendredi.
- Absolument rien n'indique que les dirigeants ou les représentants des mosquées aient demandé des aménagements concernant la présence des femmes au chantier. Il semble que les mesures décrites découlent d'un mélange de problèmes de gestion sur le terrain et de communications entre les intervenants dans la chaîne de sous-traitance.

#### **Conclusions des démarches**

Les vérifications de la CCQ ont permis de rassembler l'ensemble des faits et de mesurer la portée des décisions qui ont été prise par différents intervenants de bonne foi dans la chaîne de sous-traitance.

La CCQ est confiante que la Commission des services électriques de Montréal et les entreprises impliquées dans la situation ajusteront leurs pratiques de gestion pour éviter que de telles situations se reproduisent.

À la lumière de ces constats, la CCQ estime qu'il ne sera probablement pas pertinent de poursuivre ses vérifications au-delà de la journée d'aujourd'hui.